

ODP COUP D'OEIL DE L'OBSERVATOIRE

En collaboration avec:



Chaire de leadership en enseignement
Roméo Dallaire sur les conflits civils
et la paix durable



COMMENT LA GESTION DU RÉSEAU HYDRAULIQUE CONSTITUE UNE SOURCE D'INFLUENCE POUR LA CHINE ?



La bataille stratégique pour le Mékong - RTS



AUTEUR : ZÉLIE SCHWAR

Ce Coup d'Œil a été rédigé par Zélie Schwar, étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal. Elle s'intéresse aux dynamiques d'influence géostratégique entre la Chine et l'Asie du Sud-Est. Son parcours en science politique et en études asiatiques lui a permis de développer une approche critique des enjeux liés aux minorités ethniques et aux processus d'assimilation, notamment dans les contextes autoritaires.

La Chine de Xi Jinping a redéfini les modalités de projection régionale de Beijing à travers une stratégie d'infrastructure de grande envergure. La Belt and Road Initiative (BRI) lancée en 2013 illustre cette volonté d'inscrire les réseaux maritimes logistiques dans un espace de sécurisation des flux et de consolidation de l'influence chinoise.

Dans ce coup d'oeil, nous cherchons à comprendre comment la gestion du réseau hydraulique constitue une source d'influence pour la Chine. Ainsi, nous allons nous attacher à démontrer que la Chine mobilise ses ressources hydropolitiques et les institutions régionales et des infrastructures hydroélectriques comme instruments d'influence stratégique en Asie du Sud Est.

Ces dynamiques produisent des relations d'interdépendance asymétrique avec des États comme le Laos où la coopération économique masque un rapport de pouvoir structurellement déséquilibré. Nous explorerons trois mécanismes principaux de l'influence chinoise qui s'effectue dans un premier temps, par le contrôle du débit du fleuve à travers des barrages, deuxièmement par la reconfiguration institutionnelle de la gouvernance régionale, et enfin par la production d'une interdépendance asymétrique.

Le bassin du Mékong, le terrain du jeu de GO

Le bassin du Mékong est un espace régional continental géostratégique majeur impliquant six pays membres de l'ASEAN (Myanmar, Laos, Thaïlande, Cambodge et Vietnam) mais aussi la Chine (Lasserre, 2023).

Cet espace est source de tensions, en ce que le bassin abrite d'importantes ressources, notamment le fleuve Mékong qui prend sa source sur le plateau tibétain, traverse la province du Yunnan dans le sud de la Chine et se jette dans la mer de Chine méridionale. Son débit et sa gestion sont majeurs en ce que des pays limitrophes dépendent de l'accès à l'eau et à ses ressources tels que le territoire du Laos dont 90% relève de ce bassin (De Koninck, 2019).

Depuis les années 1980, la Chine a multiplié la construction de barrages, qui sont au nombre de 11 sur le haut Mékong au Yunnan (Zhang, 2021, p. 49). Naturellement, la question de la gouvernance des ressources se pose. Les barrages hydroélectriques chinois en amont du fleuve ont pour objectif de répondre aux besoins croissants en électricité, menant à un contrôle du débit du fleuve par la Chine ainsi qu'un investissement massif dans les infrastructures hydroélectriques chez ses voisins.



Représentation du fleuve Mékong (© Terra)

De fait, Beijing fait face à une demande croissante en énergie dans le sud du pays et également à des pressions nationales sur l'emploi d'énergies fossiles, tel que le charbon qui exerce une pression sur l'environnement. Ainsi, dans l'objectif d'avoir une énergie plus verte, la Chine s'est tournée vers l'hydroélectricité.

Cependant, la position géostratégique chinoise suscite de grandes inquiétudes. En effet, bien que le haut Mékong en Chine contribue en moyenne à 16 % du débit total du Mékong, il fournit 100 % du débit à la frontière laotienne (Zhang, 2021).

Ainsi, la construction des barrages hydroélectriques, bien qu'elle ne représente pas un enjeu vital pour la Chine, constitue pour les populations locales des pays en aval du fleuve un enjeu majeur. En effet, selon le WWF (World Wildlife Fund), en tant que source d'eau et de nourriture, le Mékong est au coeur de la vie de plus de 300 millions de personnes appartenant à plus de 100 groupes ethniques » (WWF, 2011).

Dès lors, ces dynamiques façonnent un rapport asymétrique dans l'accès aux ressources énergétiques et en eau, créant ainsi une forme de dépendance les pays en aval. De plus, l'hydropolitique conduit à une vulnérabilité différenciée, dans laquelle la Chine contrôle un flux vital sans que le Laos ne puisse exercer un pouvoir réciproque équivalent.

La question des retombées écologiques

Quel est l'impact sur les populations ?

Tout d'abord, les barrages hydroélectriques représentent une grande menace sur le plan écologique et menacent les populations locales.

Premièrement, la création de barrages empêche le transport des sédiments en empêchant leur charriage le long du fleuve (Mottet, 2017). Cependant, la perte de sédiments altère le maintien du fleuve et favorise les risques d'érosion. Le Mékong étant formé par l'approvisionnement continu de sédiments, leur réduction entraîne un rétrécissement du delta.



La Chine, accusée d'avoir exacerbé la sécheresse du Mékong (© AFP)

En effet, le delta du Mékong émergé est passé d'un mode constructif à un mode érosif depuis 2005 (Liu, 2017). De plus, le changement climatique mondial accentue ces dynamiques. L'augmentation du niveau de la mer de Chine méridionale, ajoutée à la rétention d'eau par les barrages, contribue aux vagues de sécheresse et entraînent ainsi une salinisation du fleuve.

Or, la salinisation perturbe les écosystèmes d'eau douce et les productions agricoles (reposant majoritairement sur la riziculture) qui dépendent de la qualité des sols et de l'eau. De plus, les sédiments livrés dans le delta, au Cambodge et au Vietnam notamment, fournissent de riches nutriments pour les espèces maritimes.

En effet, les sédiments étant nécessaires au transport de phosphore et d'azote, ces derniers pourraient décliner passant à 90% et 20% respectivement (Yoshida, 2020). La dégradation de la biodiversité et des ressources est donc à craindre.

Deuxièmement, les barrages restreignent également les ressources halieutiques en empêchant les routes de migration des espèces. En effet, la population de poisson du Mékong peut être affectée de 60% à 90% en raison des contraintes exercées par les barrages du Mékong (Yoshida, 2020). Des espèces telles que le poisson chat géant se font de plus en plus rare et les barrages pourraient les pousser jusqu'à l'extinction (Loc, 2025).

Les barrages viennent donc cristalliser les inquiétudes des habitants du Mékong dont la population a un taux de consommation de poisson deux fois supérieur à la moyenne mondiale. Le Mékong est l'une des plus grandes zones de pêche d'eau douce au monde, assurant le gagne-pain de près de 60 millions de personnes selon WWF. Par conséquent, la baisse des ressources halieutiques diminuerait les revenus et fragiliserait les économies locales.

Troisièmement, la mise en place des barrages nécessite l'inondation de terres souvent situées sur des zones d'habitation et de production agricole. Cela provoque un déplacement des populations et modifie le lien entre l'homme et son habitat tout en impactant la production agricole.

Ajoutées à la croissance démographique et à la raréfaction des ressources halieutiques, ces différentes dynamiques accentuent la pression sur les écosystèmes et créent un exode rural. Selon WWF, ce sont 80% de la population du bassin du Mékong qui dépendent du fleuve et des territoires qui l'entourent (WWF, 2022).

Dès lors, la dégradation environnementale se fait au détriment des populations locales et des espèces vivant dans le bassin. De plus, la création de barrages hydroélectriques et les pressions exercées sur les populations locales renforcent la vulnérabilité d'accès aux ressources chez les populations locales.

La création de ces barrages, pensés pour le bien de l'économie nationale des pays, fait finalement reculer/diminuer les ressources dont les populations dépendent.

Dès lors, on peut se demander quelles institutions sont créées dans le but de réguler le dialogue entre les pays parcourus par le Mékong ?

Position dominante de la Chine : le rôle des institutions contrôlées

Créée en 1995, la Commission du fleuve Mékong (MRC) est basée sur un traité multilatéral contraignant. Cette commission a pour mission la surveillance du fleuve, la gouvernance des ressources et la valorisation économique. En outre, il s'agit d'un espace de discussion institutionnalisé entre les pays de l'aval (Cambodge, Vietnam, Laos et Thaïlande).

Jugée trop contraignante, cette organisation ne concerne pas la Chine qui a refusé de s'y intégrer. Cependant, elle y participe en tant qu'observateur.

De plus, bien que la MRC se dise contraignante, elle peine à avoir un cadre juridique contraignant pour ses membres qui peuvent décider de l'édification d'un barrage même lorsque ces derniers n'ont pas trouvé de consensus. En effet, opérationnel depuis 2019, le barrage Xayaburi a été construit par le Laos malgré les oppositions vietnamiennes pour des raisons écologiques.

Plus récemment, pour répondre aux enjeux de gouvernance, la Chine a créé en 2016 la Coopération Lancang-Mékong (LMC), un forum multilatéral visant des discussions sans contrainte. Pour être plus précis, la LMC est un espace de dialogue où sont discutées la gouvernance de l'eau reposant sur les cinq piliers de l'organisation : la connectivité, la capacité industrielle, la coopération économique, la réduction de la pauvreté et l'agriculture.

Cette organisation permet à la Chine de contrôler un cadre alternatif moins contraignant, qui lui est plus favorable, et d'influencer ses voisins.

Beijing va exercer son influence en finançant des barrages, tels que ce fut le cas au Laos avec le barrage Xien, construit en échange d'exportations de ressources nécessaire à la Chine, créant ainsi une relation d'interdépendance asymétrique.

Un autre aspect de la LMC, est l'établissement de diverses activités de coopération multilatérale, telles que le Centre Mondial d'étude sur le Mékong (GCMS) qui regroupe six *think tanks* régionaux.

Ces institutions ont pour objectif de mettre en place un partage de l'information sur la coopération en matière de ressources et de renforcer les compétences des pays en aval sur l'exploitation des ressources (Zhang, 2021). En outre, ces activités sont majeures en ce qu'elles permettent à la Chine de se servir de sa diplomatie de l'eau pour développer son soft power.

Premièrement, ces activités vont permettre aux pays membres de la LMC d'acquérir les moyens nécessaires pour exploiter leurs ressources, dont la Chine va ensuite pouvoir bénéficier par le biais d'accords économiques.

Deuxièmement, l'hydropolitique transfrontalière prend la forme de la mise en avant de nouvelles idées et de normes liées à l'eau. En se positionnant au cœur des discussions et en mettant l'accent sur des thématiques telles que la nécessité

d'une connectivité économique, l'augmentation des capacités industrielles ou encore le partage d'informations, la Chine peut se référer à ces mêmes enjeux dans des forums régionaux ou transnationaux.

Ces éléments renforcent cette communauté de destin, que la Chine tente de créer dans le cadre de la Belt and Road Initiative, et servent donc ses avantages dans un cadre plus global.

Dès lors, cette institution non contraignante contribue à renforcer les intérêts à long terme de la Chine et représente un véritable levier d'influence régionale. L'influence ne passe donc pas seulement par les infrastructures mais aussi par la structuration des règles du jeu régional.

Les intérêts Laotiens entre coopération et intégration

Mais on est tout de même en droit de se demander quels sont les intérêts pour ces pays à s'associer à la Chine ?

Le Laos tire profit des investissements chinois pour faire valoir ses intérêts dans le bassin. Ces infrastructures ont permis au pays de sortir de son statut de pays enclavé « land-locked » à un pays plus connecté « land-linked » (Lasserre, 2023).

Plus encore, le Laos est un acteur majeur dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie.

En effet, il est au centre du projet de corridors régionaux, qui sont au nombre de trois et qui relient la Chine à l'Asie du Sud-Est, faisant du Laos un point pivot qui, positionné au cœur d'un réseau transnational de transport et d'échanges, en fait un pays incontournable.

Cela se reflète dans la LCR, coentreprise sino-laotienne exploitant des lignes de TGV de plus de 400 km, en service depuis décembre 2021, reliant Vientiane et Boten à Kunming.

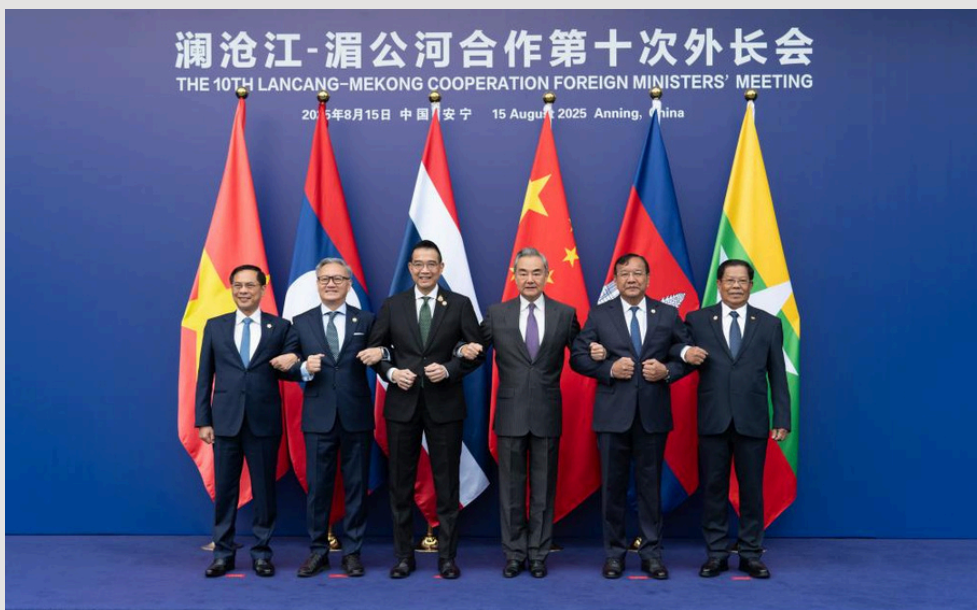
Cependant ces investissements ont des limites. Le Laos, pays surendetté de 7 millions d'habitants, est de plus en plus dépendant de la Chine (Courrier International, 2022). En outre, le tronçon laotien, qui comporte une partie économique, est financé presque exclusivement par la Chine sous forme de prêts (Lasserre, 2020). Ainsi, les nombreux accords et investissements bilatéraux sino-laotiens font grossir la dette laotienne qui, en 2021, était à hauteur de 88 % de son PIB (Courrier International, 2022). Dès lors, nous sommes en mesure de nous questionner sur le remboursement de cette dette par le Laos.

Conclusion

Cependant, une affirmation demeure, soit que cela permet à la Chine de signer les accords lui étant économiquement favorables.

En septembre 2021, l'ouverture du projet hydroélectrique de Nam Ou dans le nord du pays composé de sept centrales développées par la Power Construction Corporation of China dans le cadre de la BRI chinoise en est un exemple (Sakudo, 2023). Cet investissement de 2,8 milliards de dollars US s'accompagne d'un accord de concession sur 29 ans permettant au géant chinois d'exploiter les barrages.

Ainsi la Chine assure une production d'une interdépendance asymétrique financière et énergétique accrue et dispose donc d'un levier structurel majeur.



Les ministres des Affaires étrangères de la Chine, de la Thaïlande, du Cambodge, du Laos, du Myanmar et du Vietnam posent pour une photo de groupe lors de la 10e réunion des ministres des Affaires étrangères du Mécanisme de coopération Lancang-Mékong, qui s'est tenue à Anning, dans la province du Yunnan, au sud-ouest de la Chine, le 15 août 2025 (© XINHUA)

Courriel international. 2022. « Asie. Endetté, le Laos dans les griffes de la Chine », dans Courriel International [.https://www.courrierinternational.com/article/endettement-endette-le-laos-dans-les-griffes-de-la-chine](https://www.courrierinternational.com/article/endettement-endette-le-laos-dans-les-griffes-de-la-chine)

De Koninck Rodolphe. « Chapitre 11. Le Laos », dans L'Asie du Sud-Est, 2012. <https://shs.cairn.info/l-asie-du-sud-est-9782200277574-page-280?lang=fr>

Gandia, R., Gardet, É. et Guallino, G. (2016). Quelles stratégies pour gérer les asymétries d'interdépendance ? Une application aux studios de jeu vidéo français. *Revue française de gestion*, 256(3), 103-123. <https://doi.org/10.3166/rfg.2016.00016>.

Keohane, Robert Owen, Joseph S. Nye, and Harvard University Center for International Affairs. 1971. *Transnational Relations and World Politics*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.

Lasserre Frédéric et Mottet Éric. 2017. « L'hydropolitique environnementale du Mékong, entre intérêts nationaux et activisme international », dans Hérodote. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-2page-165.htm>

Lasserre Frédéric, Mottet Éric. (2020). Les enjeux géopolitiques de la Belt and Road Initiative : l'exemple laotien du corridor économique Chine-Indochine. *L'Information géographique*, 84(4), 6886. <https://doi.org/10.3917/lig.844.0068>.

Lasserre Frédéric, Mottet Eric . 2023. "Coopérations et rivalités dans le bassin du Mékong", dans L'Asie du Sud-Est 2023 : bilan, enjeux et perspective, Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine. (pp. 93-109). <<http://books.openedition.org/irasec/6438>>.

Loc, Ho Huu and Park Edward. 2025. "La salinisation du delta du Mékong : principaux moteurs, stratégies d'adaptation et nouveaux espoirs à partir d'approches basées sur l'écosystème », dans *Opinion actuelle sur la durabilité environnementale*. Volume 77. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2025.101584>

Liu, JP, DJ DeMaster, TT Nguyen, Y. Saito, VL Nguyen, TKO Ta et X. Li. 2017. Formation stratigraphique du delta du Mékong et évolution récente de son littoral. *Océanographie* 30(3):72–83, <https://doi.org/10.5670/oceanog.2017.316>.

Middleton, Carl, and Jeremy Allouche. 2016. "Watershed or Powershed? Critical Hydropolitics, China and the 'Lancang-Mekong Cooperation Framework.'" *The International Spectator* 51 (3): 100– 117. <https://doi.org/10.1080/03932729.2016.1209385>

Sakudo Momo. 2023. "Les ambitions hydroélectriques du Laos : un piège chinois pour le faire tomber dans l'engrenage de la dette ? » , dans *Fondation asie pacifique du canada*.

WWF. 2016. « 50 récits ; le Mékong, un fleuve unique à conserver », dans WWF. <https://wwf.ca/fr/stories/50-recits-le-mekong-un-fleuve-unique-a-conserver/>

Zhang, Li, and Hongzhou Zhang. 2021. "Water Diplomacy and China's Bid for Soft Power in the Mekong." *China Review* 21, no. 4: 39–75. <https://www.jstor.org/stable/4863589>